

Les choses doivent être parfaitement claires: le Canada est un adversaire implacable de l'apartheid. Mais il se révélera aussi un partenaire solide et un grand ami de la nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale.

Plusieurs signes, provenant d'Afrique du Sud, nous donnent des raisons d'espérer. Ces gestes sont porteurs d'un espoir qui nous fait vibrer: l'espoir que le nouveau gouvernement de Klerk soit animé d'un réalisme, d'une compassion et d'une bonne volonté qui faisaient cruellement défaut chez ses prédécesseurs. Nous saluons en particulier, l'engagement d'abolir le "Separate Amenities Act", la libération de Walter Sisulu et d'autres prisonniers politiques; les décisions de permettre des marches pacifiques, le rassemblement où ont pris la parole les prisonniers politiques libérés et, tout récemment, la conférence pour un avenir démocratique.

Nous espérons que ce ne sont pas là de simples gestes, mais des signes annonciateurs de changement réels. En effet, il faut bien comprendre que l'apartheid doit être aboli et non pas modifié. Des réformes superficielles, visant seulement à apaiser les critiques locaux et étrangers n'auront pour effet que de redoubler la conviction et les efforts de ceux qui combattent l'apartheid. Dans cette optique, nous rendons hommage aux activités du mouvement démocratique de masse; des manifestations de masse pacifiques et organisées, qui ont, de manière très concrète, donné une réalité certaine aux exigences incoercibles des opprimés.

C'est animés d'un sentiment d'espoir que nous sommes réunis ici aujourd'hui. Et c'est imprégnés du même espoir que se sont réunis les dirigeants du Commonwealth, lors de leur dernier Sommet à Kuala Lumpur, en octobre. Ils ont examiné la situation en Afrique du Sud, en vue du fait que des changements importants et attendus depuis longtemps, dans l'optique du gouvernement sud-africain, semblent être sur le point de se produire. Les dirigeants du Commonwealth ont reconnu que les signaux positifs découlaient, pour une large part, d'une combinaison de pressions internes et externes. Ils ont décidé de maintenir et d'encourager d'autres pays à maintenir aussi les pressions actuelles, d'accroître les pressions financières, d'appuyer les efforts continus pour renforcer la mise en oeuvre de l'embargo obligatoire de l'O.N.U. sur les armements, mais aussi de n'imposer aucune nouvelle sanction, afin que le nouveau gouvernement dispose d'un certain temps pour démontrer ses véritables intentions.